

**Rapport d'évaluation multisectorielle**  
**Ntamugenga, Karambi, Kako et Kitagoma, territoire de Rutshuru**  
**30 juillet au 04 aout 2022**

**Table des matières**

<b>I. INTRODUCTION</b> .....	2
I.a Contexte, objectifs et méthodologie .....	2
I.b Situation géographique et de l'accès .....	3
I.c humanitaire de la zone Contexte .....	3
I.d Analyse multisectorielle & recommandations sectorielles .....	4
<b>II. Protection</b> .....	5
II.a Protection générale.....	5
II.b Cohabitation pacifique.....	5
II.c VBG .....	5
II.d Protection de l'Enfant .....	6
II.e LAM .....	6
<b>III. Sécurité alimentaire</b> .....	7
<b>IV. Eau, Hygiène &amp; Assainissement (WASH)</b> .....	8
IV.a Situation d'eau potable dans les zones évaluées .....	8
IV.b Situation d'assainissement et hygiène dans les sites .....	8
<b>V. Santé</b> .....	9
<b>VI. Nutrition</b> .....	9
<b>VII. Abris/AMEs</b> .....	10
<b>VIII. Education</b> .....	10
<b>IX.a Réponse d'urgence et Gaps sectoriels dans les ZS évaluées (Rutshuru, Jomba et Rwankuba)</b> .....	11
IX.b Analyse « ne pas nuire » .....	11

## Tableau synthétique

Personnes dans le besoin : 8.843 ménages dont 44.215 PDI, 5817 ménages des retournés et 2.782 familles d'accueil.
Points de regroupement : 12 centres collectifs et familles d'accueil des villages Karambi, Kitagoma, Buhuri et Ntamugenga
Vulnérabilités élevées en termes de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Protection</li><li>• D'accès aux vivres, aux abris et AMEs</li><li>• D'accès aux soins de santé</li><li>• En éducation</li></ul>

Actions prioritaires recommandées	
<b>Secteur sécurité alimentaire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Assister les déplacés et les familles d'accueil en vivres</li></ul>
<b>Secteur AME/Abris</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Doter les ménages déplacés hébergés dans les centres collectifs et famille d'accueil en kits AME.</li></ul>
<b>Secteur Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appuyer l'accès gratuit aux soins de santé des ménages déplacés.</li></ul>
<b>Secteur Protection</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Renforcer le monitoring de protection dans la zone</li><li>• Renforcer la prise en charge holistique des cas de VBG.</li></ul>
<b>Secteur Education</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appuyer le rattrapage scolaire des enfants issues des zones de combats et dans les localités de déplacement.</li><li>• Désengorger les écoles (centres collectifs) pour permettre la poursuite des activités</li></ul>

## I. INTRODUCTION

### I.a Contexte, objectifs et méthodologie

Depuis le 28 mars, des affrontements ont lieu entre les FARDC et les présumés éléments du M23 dans plusieurs localités du groupement de Jomba. Ces affrontements récurrents ont provoqué des mouvements forcés et préventifs des civils. Ces déplacements ont un impact négatif sur la vie socio-économique des populations et les rendent plus vulnérables.

Selon les observations de monitoring de protection et les alertes de déplacement (EHtools 4393 et 4394), des milliers des déplacées ont été accueillis sur l'axe Kako-Ntamugenga- Buhuri<sup>1</sup> et sur l'axe Karambi-Kitagoma.<sup>2</sup> Les populations déplacées vivent en familles d'accueil et dans des centres collectifs improvisés depuis le 28 mars. Le début de l'assistance humanitaire a été réduit à la suite des affrontements. Ces affrontements ont interrompu les distributions depuis le 23 juin.

La résurgence des affrontements du 28 au 30 juin est à la base des nouveaux déplacements des PDI hébergés dans des centres collectifs et familles d'accueil à Rutsiro, Tanda et Kinihira vers Ntamugenga, Buhuri et Kako. Les assistances reçues avaient été pillées par les acteurs armés dans la zone. La continuation des affrontements et l'interdiction d'accès aux champs par les acteurs parties au conflit continue à accroître considérablement l'état de vulnérabilité des personnes déplacées.

Sur recommandation de OCHA, une mission conjointe a été conduite par INTERSOS, ICAHD International, FEMISA, PACOFEDI, BIFERD, dans les zones d'accueils des PDI notamment à Kako, Ntamugenga, Buhuri, Kitagoma, Karambi et Musezero au cours de la période du 30 juillet au 4 août.

<sup>1</sup> En groupement Bweza et Kisigari en zone de santé de Rwanguba et Rutshuru.

<sup>2</sup> En groupement de Busanza zone de santé de Rwanguba.

Cette évaluation avait pour objectifs :

- ✓ Evaluer les besoins en protection, abris, santé-nutrition, éducation, sécurité alimentaire et moyens de subsistance ;
- ✓ Actualiser les statistiques des personnes déplacées et retournés dans les villages visés par l'ERM ;
- ✓ Faire une analyse ne pas nuire dans la zone d'évaluation.

L'équipe en mission a été subdivisée en groupes sectoriels. Chaque secteur a utilisé les outils sectoriels validés par les clusters respectifs. Les informations ont été collectées à travers des observations directes et indirectes, des focus groupes, des visites des ménages et d'infrastructures, et des entretiens avec des informateurs clés. D'autres informations et données secondaires sur le contexte humanitaire de la zone ont été collectées auprès des autorités locales.

Toutefois, à la suite du contexte sécuritaire et d'accès physique au village de Musezero, la mission n'a pas eu suffisamment d'accès à cette zone d'accueil. Cette entité regorge beaucoup des PDI dont leurs situations et nombres ont été partagés à l'équipe d'évaluation par des PDIs qui fréquentent la zone. Quelques groupes sectoriels ont pu y collecter quelques données auprès des interlocuteurs clés.

La mission a connu la participation de 15 personnes de 5 organisations dont deux Organisations internationales (ICAHN International et INTERSOS) et trois organisations locales (BIFERD, PACOFEDI et FEMISA). La mission a pris place entre 30 juillet et 4 août 2022.

### I.b Situation géographique et de l'accès

Les villages Buhuri et Kako,<sup>3</sup> Ntamugenga,<sup>4</sup> Kisiza et Kitagoma<sup>5</sup> ont été cibles par l'évaluation. A la suite de l'inaccessibilité sécuritaire, l'équipe en mission n'est pas arrivée à Musezero comme prévu. A part la localité de Kako qui est le long de route principale Rutshuru-Goma, d'autres localités sont au sud-est de Rutshuru centre et au nord-est de Rutshuru centre. Ces zones sont accessibles par moto et véhicule à toute saison. Sur le plan sécuritaire, les zones sont accessibles, excepté Musezero. Le risque des nouveaux affrontements reste présent, ce qui puisse couper l'accès dans ces zones.

### I.c Contexte humanitaire de la zone

La situation humanitaire dans les zones évaluées est caractérisée par une instabilité sécuritaire permanente à la suite des affrontements entre les présumés M23 et les FARDC. Cette instabilité est accompagnée des mouvements forcés des populations et plusieurs cas d'abus des droits humains. Ces événements exacerbent les vulnérabilités des civils. Le retour secure et durable vers les zones d'origine n'est pas encore possible.

Dans les zones évaluées, certaines PDI sont hébergées dans des centres collectifs suivants :

- L'institut Ntamugenga<sup>6</sup> ;
- Le couvent des Sœurs Catholiques de Ntamugenga ;
- L'école primaire (E.P) Nzirimwe ;
- Le centre de sante de reference (CSR) de Ntamugenga, et ;
- Shirika Nyamabuye dans le Village de Buhuri.<sup>7</sup>

A Ntamugenga, , plusieurs ménages passent nuit dans les latrines à cause de l'insuffisance d'espaces et d'abris. D'autres passent la nuit à l'extérieurs dans les eaux de pluies qui stagnent dans le cours du CSR Ntamugenga avec des risques de propagations de diverses maladies.

Plusieurs déplacés ont perdu leurs biens de valeur et articles ménagers essentiels lors des déplacements répétitifs. Les moyens de subsistance abandonnés ont été pillés dans les zones de combats. La responsabilité des PDI pèse sur les familles d'accueils. Les conditions de vie continuent à se dégrader.

Dans les villages occupés par les présumés M23, les écoles sont fermées à la suite du départ du personnel. Certains matériels didactiques ont été pillés. Aussi, des nombreux élèves en déplacement ont connu une déperdition scolaire.

---

<sup>3</sup> Groupement Kisigari

<sup>4</sup> Groupement Bweza

<sup>5</sup> Groupement Busanza

<sup>6</sup> Groupement Bweza

<sup>7</sup> Groupement Kisigari

Le non-accès aux milieux d'origine pendant la saison agricole conduit à des pertes importantes. Cette situation a plusieurs conséquences sur la santé alimentaire et la protection de la population. L'impact est sanitaire et économique est particulièrement accru dans les aires de santé de Rubare, Ntamugenga et Karambi. On note également la persistance des mouvements pendulaires dangereux vers les champs.

#### I.d Analyse multisectorielle & recommandations sectorielles

##### Mouvement des populations

Au total 8.843 ménages ont été forcés aux déplacements multiples dans les zones évaluées depuis le début de la crise M23. Ces ménages proviennent des localités suivantes : Tchengerero, Bunagana, Kabindi, Gikoro, Cheya, Kitshanbwa et Kinyamahura<sup>8</sup>, Burere, Kasebeya, Kinihira, Tanda, Rutsiro et Tarika,<sup>9</sup> Gisigari Bikenke, Kanyamarebe, Shanghi, Mutovu, Bugina, Nkokwe, Kanyabusoro, Nyaruhondo et Kazuba.<sup>10</sup>

Ces ménages représentent au moins 44.215 personnes déplacées, dont environ 92% (39.960 personnes) passent la nuit dans douze centres collectifs identifiés dans la zone :

- Axe Kako- Ntamugenga : E.P. Nzirimwe, Institut Ntamugenga, CSR Ntamugenga, Shirika Nyamabuye.
- Axe Rutshuru centre Karambi –Musezero : E.P. Musezero, Shirika Musezero, Shirika Buregeya, Shirika Buhenga, Shirika Gasunzu, CEPAC Musezero et centre collectif Kibaya.

Environ 8% (3.475 personnes) sont hébergées en familles d'accueil.

La plupart des ménages est arrivé dans la zone entre le 1<sup>e</sup> et 7 juillet. En plus, l'augmentation des abus contre les civils ont créé des mouvements additionnels vers la zone. Malgré la menace des acteurs armés dans les zones d'origine, certaines personnes déplacées internes font des mouvements pendulaires pour aller se procurer des vivres dans les zones occupées par les présumés du M23. Ils connaissent les risques mais se sentent obligés par la vie difficile dans les zones de déplacement. Ces mêmes difficultés poussent certains même de retourner dans leurs zones d'origine. Ces personnes courent les risques de protection comme des recrutements forcés, enlèvements, meurtres, blessures et travaux forcés.

Présence des PDI et retournés à Bweza, Kisigari, et Busanza						
Groupement	Localité/Site/Quartier	Ménages PDI	Ménages Retournés	Total Individus	Zone de santé	Observation
BWEZA	EP Nzirimwe	370	00	1850	Rwanguba	
	Institut Ntamugenga	280	00	1400	Rwanguba	
	CSR Ntamugenga	800	00	4000	Rwanguba	
	Eglise CEBCE	27	00	135	Rwanguba	
	Couvant des sœurs religieuses Catholiques	355	00	1775	Rwanguba	
	Familles d'accueil	5438	00	27190	Rwanguba	
KISIGARI	Buhuri	180	00	900	Rwanguba	
	Kako	145	00	725	Rutshuru	
BUSANZA (axe Karambi-Kitagoma)	Karambi	00	4651	23255	Rwanguba	
	Kitagoma	69	1166	5835 retournés et 345 PDI	Rwanguba	
BUSANZA (axe Musezero)	EP Musezero	115	00	575	Rwanguba	Axes sécuritaire et physique limité.
	Shirika Musezero	30	00	150	Rwanguba	
	Shirika Buregeya	38	00	190	Rwanguba	
	Shirika Buhenga	25	00	125	Rwanguba	

<sup>8</sup> Groupements Jomba.

<sup>9</sup> Groupement Bweza.

<sup>10</sup> Groupement Kisigari.

	Shirika Gasunzu	40	00	200	Rwanguba
	CEPAC Musezero	150	00	750	Rwanguba
	Site Kabaya	425	00	2125	Rwanguba
	Famille d'accueils	293	00	1465	Rwanguba
Total des PDI dans les zones évaluées		8880	5817	43900 PDIS 29090 retournées	

**Sources :** Chefs des groupements, des villages, acteurs de la société civile et comités des déplacés.

## II. Protection

### II.a Protection générale

La situation de protection dans les zones de provenance des PDI reste caractérisée par des nombreux cas d'abus des droits humains perpétrés par les acteurs armés actifs dans la région. Ces abus des droits humains sont commis majoritairement sur les PDI pendant leurs mouvements pendulaires dans la zone de provenance (Bweza, Kisigari et Busanza).

Le 31 juillet, vers 17 heures à Mukarange, localité Tanda,<sup>11</sup> 13 personnes dont 4 femmes, ont été tuées. Deux autres personnes, dont une femme, avaient été blessée par balle lors des échanges des tirs entre deux acteurs armés (M23 et FARDC). Ces victimes avaient été acheminées à l'HGR Rutshuru pour les soins médicaux. Les civils continuent à courir les risques d'abus des droits humains dans les zones sous influence de M23.

On enregistre environ 35 cas d'extorsions des biens par jour sur l'axe Kako-Ntamugenga sur une barrière illégale érigée à Chumirwa. Cette barrière risque d'entraîner d'autres violations des droits humains, comme les coups et blessures et arrestations arbitraires.

D'autres PDI qui font des mouvements pendulaires sont assimilés aux présumés collaborateurs des éléments M23 et sont arrêtés, tabassés ou amendés. Le 22 juillet, à Ntamugenga, 30 hommes PDI, venant de Rutsiro, Kabasanza et Kinihira, ont été arrêtés par les FARDC. Ils ont été libérés moyennant une somme de 20 dollars chacun et ravis de leurs vivres. Ces civils auraient été reprochés de collaborer avec présumés éléments du M23.

### II.b Cohabitation pacifique

Dans les zones évaluées, on note des conflits entre PDI et résidents à la suite des cas de vols des vivres des résidents dans les champs. Le 27 juillet, 11 résidents, muni des machettes, ont fait une garde dans leurs champs pour éviter les vols des vivres. Ceci a été observé à Kamima, localité Buhuri. Les vols des vivres sont devenus des stratégies courantes de survie pour certaines PDI dans ces zones. Cette situation risque de détériorer la cohabitation entre les PDI et les communautés d'accueil. L'assistance en vivres demeure une urgence pour réduire ces tensions et prévenir les éventuels risques de protection.

On note un conflit entre les agriculteurs et les PDI en possession des vaches dans les zones de déplacement, surtout au village Kako. Ces vaches détruisent les plantes dans les champs des résidents. On observe régulièrement des échanges des paroles entre ces deux parties. Cette situation risque d'affecter la cohabitation entre certains membres de ces deux communautés.

### II.c VBG

Dans le focus groupe, il s'est révélé que les femmes et filles signalent plus de 21 survivantes de viol depuis le 28 juin. Ces viols sont commis par les acteurs armés sur les femmes et filles lorsqu'elles se rendent aux champs dans la zone d'origine. A la suite de cette situation, les mouvements vers les champs sont réduits.

Dans les zones évaluées, les femmes et filles ont prouvées qu'elles ont quelques notions sur la typologie des VBG à partir des sensibilisations faites par les organisations humanitaires dans leurs zones de

<sup>11</sup> Groupement Bweza, zone de santé de Rwanguba ;

provenance. Néanmoins, la réponse VBG reste faible dans les zones d'accueil. Malgré le positionnement des certains acteurs VBG, l'accès à certaines zones est réduit à la suite de la situation sécuritaire.

On note la présence des certains acteurs de prise en charge à Ntamugenga et Busanza. La zone approvisionne les structures sanitaires en Kit PEP, notamment le Centre de santé de référence Saint Joseph (à Ntamugenga) et le CSR de Karambi (à Karambi). Aucun défi n'a été signalé dans cette approvisionnement. On note quand même le manque des tests VIH /SIDA et syphilis au poste de santé de Kako dans la Zone de santé de Rutshuru et au poste de santé Kitagoma dans l'aire de santé de Karambi en ZS Rwanguba.

Depuis juillet, la prise en charge holistique des survivantes est assurée par CARITAS à Ntamugenga, Buhuri, Kako, Karambi et Kitagoma. Localement, à Ntamugenga, Buhuri et Kako, la prise en charge psychologique est assurée par deux structures locales notamment WAMAMA TUHIMIZANE et UMOJA NI NGUVU. Ces deux structures ont des assistantes psychosociales qui ont été formées par le projet PRVBG exécuté par le Consortium CARITAS-DFJ-CAU. Ces structures de la PEC sont encore moins connues par les PDI's et on note une faible fréquentation de ces structures. Les sensibilisations des communautés peuvent aider.

#### II.d Protection de l'Enfant

La crise M23 affecte également les enfants dans les groupements de Kisigari et Bweza. Lors des déplacements en répétition, plusieurs enfants en besoins de protection ont été accueillis à Ntamugenga dans les familles d'accueils. A Kako 7 enfants séparés, entre 5 ans et 16ans, ont été réunifiés à leurs familles par le chef de localité. Par ailleurs, 2 ENA dont une fille de 14 ans et un garçon de 11 ans sont encore hébergés dans les familles en déplacement.

Les enfants courent le risque de recrutement dans le rang d'un acteur armé étant donné que les activités recrutement sont signalés dans les zones sous influence des acteurs armes non étatiques. Cette situation restreint les mouvements des jeunes vers les champs et zones d'origine. La présence des éléments armés est signalée à environ 3km de Ntamugenga à Bushandaba et Ruseke.

Excepté la présence de ONG UPEDECO à Kako pour les activités dans la protection de l'enfant, aucun acteur de protection de l'enfance présent à Ntamugenga, Karambi, Kitagoma et Buhiri.

#### II.e LAM

Dans la période de mars à juin, plus de 6 engins explosifs ont été signalés dans le groupement Bweza précisément aux villages Kanzanza, Rutsiro, Murambi et Bushandaba. Ces engins ont été repérés dans les zones de retour par les PDI's notamment aux villages Kanzanza, Rutsiro Murambi et Bushandaba. Ces engins sont dans les champs, le long du chemin, dans un cours d'école et près des lieux d'habitation. Ces engins explosifs restent encore dans ces lieux. La population qui fréquente ces zones est exposée aux conséquences liées aux REG. La resurgence des affrontements risque d'augmenter le nombre des engins explosifs dans la zone.

#### Recommandations :

##### ➤ VBG :

- Distribuer les Kits PEP et antibiotiques pour la prise en charge syndromiques des VBG au poste de santé de Kako, Kitagoma et renforcer des Kits au CSR Saint Raphael de Ntamugenga afin d'assurer une prise en charge médicale aux survivantes des VBG qui sont en déplacement et seraient retourné.
- Envisager une distribution des nourritures afin de barrer les risques VBG et limiter le mouvement pendulaire des déplacés dans des zones insécurisées à la recherche des vivres.
- Appuyer en urgence les structures de sanitaires visitées (PS Kako, Kitagoma avec les antibiotiques pour la prise en charge syndromiques des IST et cela dans le plus tôt possible ;
- Accompagner et appuyer les prestataires de santé dans la prise en charge psychosociale et médicale des VBG.
- Mettre en place des espaces sur (maisons d'écoute pour les femmes PDI's) dans les centres collectifs de Ntamugenga et Buhuri.

##### ➤ LAM

- ✓ Plaider auprès d'UNMAS ou SYLAM pour une mission d'exploration, détection et nettoyage des REG dans les villages des groupements Bweza/ Kanza, Rutsiro, Murambi, Bushandaba.

### III. Sécurité alimentaire

Les heurts et plusieurs faits liés aux mouvements de population ont impacté négativement le vécu quotidien des populations des zones affectées et plus spécifiquement sur la sécurité alimentaire dans les villages d'accueils des PDI à Buhuri, Ntamugenga, Kako, Karambi, Kitagoma, Musezero.

Avant le déplacement, les personnes déplacées ont montré qu'elles mangeaient 3 fois par jours dans leurs villages de provenance. Actuellement, en déplacement, le nombre de repas par jour a diminué (un repas par jour). Les populations dans les zones affectées sont exposées à la situation d'insécurité alimentaire aigue.

Dans les zones d'origine, les ménages déplacés avaient accès à la nourriture notamment le haricot, manioc, maïs, patates douces, pommes de terre, colocases et bananes plantains. Aussi, le pouvoir d'achat des ménages a baissé car ils ne peuvent plus avoir assez des produits agricoles à vendre pour se procurer de la viande, poissons et fruits les jours des marchés.

Pour la survie, certains ménages déplacés se consacrent aux travaux journaliers agricoles qui sont payés soit en nature pour la majorité (bananes, colocases et cossettes et feuilles de manioc.), soit en argent. D'autres font des petits commerces.

Suite au choc, certains ménages PDI ont développé d'autres stratégies de survie notamment le vol des produits agricoles dans les champs des populations hôtes, la mendicité et la réduction de nombre de repas par jour.

Dans les zones évaluées, la recherche de la nourriture pour les ménages incombe plus à la femme qu'à l'homme. Dans les mouvements de recherche de la survie pour les ménages, les femmes courent les risques de viol.

A la suite de ce contexte, la situation des populations du point de vue de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition risque de s'aggraver dans les lieux de déplacement. Depuis le 23 juin, les PDI n'ont aucune assistante en vivres.

On note la hausse de prix des denrées alimentaire à la suite de l'accès limité aux champs et le dysfonctionnement des marchés. On note un indice global d'augmentation des prix de 40 à 60% des principales denrées alimentaires comme les haricots, maïs, régime des bananes, etc.

La survie de la plupart des IDPs dépend de l'aide de leurs familles d'accueils qui ont aussi une faible production agricole pour répondre à leurs besoins.

Les besoins exprimés par les populations du point de vue sécurité alimentaire restent le rétablissement de la situation sécuritaire dans leurs villages respectifs pour un retour rapide dans les zones d'origine et l'assistance en vivres pendant leurs séjours en déplacement.

#### Recommandations

- Mobiliser les acteurs pour une assistance en vivres dans la zone.
- Développer les programmes d'appui à la résilience ex : relèvement économique dans les zones de déplacement.
- Considérer les sensibilisations sur la prise en charge VBG dans la zone.

## IV. Eau, Hygiène & Assainissement (WASH)

### IV.a Situation d'eau potable dans les zones évaluées

Dans les regroupements collectifs des déplacés de Ntamugenga, le besoin en eau potable a été signalé et observé. L'eau est approvisionnée par un réseau gravitaire avec un débit insuffisant à la suite de l'arrivée des PDIs. Les bornes fontaines en place ont un débit de 200 litres par heure et connaissent quelque fois des ruptures. Cette situation rend difficilement l'accès à l'eau potable dans cette zone.

### IV.b Situation d'assainissement et hygiène dans les sites

Les installations sanitaires dans les centres collectifs - surtout les latrines - sont insuffisantes par rapport aux besoins. Depuis l'arrivée des PDIs, certaines latrines sont déjà remplies à la suite de la forte fréquentation. Les latrines des familles d'accueil sont aussi surexploitées par les PDIs. Cette surexploitation risque d'affecter la cohabitation entre les familles d'accueil et les PDIs surtout en cas de remplissage rapide.

Les centres collectifs les plus concernés par cette problématique sont EP Nzirimwe, Institut Ntamugenga et le centre de santé de Ntamugenga. EP Nzirimwe dispose de 12 portes des latrines fonctionnaires. Ces latrines sont au bout d'être remplies à la suite d'une grande utilisation. Le centre de santé Ntamugenga dispose de 20 portes de latrines où 12 sont remplis suite à la forte fréquentation des PDIs.

Pour les déplacées qui sont dans les familles d'accueils à Karambi, les besoins Wash évalués sont liés à l'inaccessibilité aux installations sanitaires hygiéniques (latrines et douches). Un projet d'approvisionnement en eau potable pour le village Kitagoma est en cours d'exécution par l'église CEBCA.

Les centres collectifs dans toutes les zones évaluées ne disposent pas des dispositifs des laves mains. Le village Kako dispose de 26 bornes fontaines fonctionnaires pour servir 1405 ménages. Ces bornes nécessitent quelques activités de maintenance sur les vannes et robinets.

On note le manque des kits WASH surtout pour le puisage et stockage d'eau pour les déplacés. On note également la faible pratique des règles hygiéniques par les PDIs dans ces centres collectifs. Les femmes et les filles ont exprimé les besoins urgents des kits de dignité.

Excepté CBCA qui fait l'adduction d'eau à Kitagoma, aucun autre acteur est présent dans la zone.

### **Recommandations**

#### **Pour améliorer l'accès à l'eau**

- Renforcer l'approvisionnement en eau potable pour cette population déplacée dans les sites collectifs et familles d'accueils de Ntamugenga par le WATER TRACKING en attendant que d'autres études se fassent.
- Disponibiliser les produits pour le traitement des eaux collectées non-potables dans les sites et dans les familles à Ntamugenga.
- Renforcer l'équipe des maintenances des ouvrages d'eau en matériels nécessaires de village Kako.

#### **Pour améliorer l'accès à l'assainissement et hygiène :**

- Construire des installations sanitaires (latrines et douches) pour cette population déplacée dans centres collectifs et familles d'accueils pour la prévention des maladies à Ntamugenga, Karambi et Kitagoma.
- Mise en place d'un système de gestion des déchets ménagers (les trous à ordures) dans les sites.
- Construire d'autres latrines et douches pour les déplacés aux familles d'accueils de Kako, Karambi et Kitagoma.
- Organiser les séances régulières sur la promotion de l'hygiène dans les centres collectifs et familles d'accueils de Kako et Ntamugenga.
- Distribuer les kits Wash aux déplacées qui sont dans les sites et familles d'accueils pour faciliter le puisage et stockage d'eau à Ntamugenga, Kako, Karambi et Kitagoma.
- Distribuer les kits de dignité pour les femmes et filles déplacées à l'âge de procréation dans les sites et familles d'accueils.

## V. Santé

### De manière générale

Les déplacements ont créé des besoins importants de santé qui ne sont pas remplis par les capacités présentes dans la zone.

En termes de capacités, quelques acteurs sont en place : MSF France prenait en charge les factures pendant un mois et prenait en charge les cas des blessés des guerres jusqu'à le 28 juin. Le prise en charge médicale des personnes déplacées au CSR Ntamugenga est gratuite mais le stock des médicaments est en rupture par manque d'aide extérieur depuis ce 28 juin. Les intrants de paludisme simples sont approvisionnés par la zone de santé.

On note l'insuffisance du personnel soignant par rapport au nombre des patients et une faible capacité des prestataires en matière de gestion des risques sanitaires. En plus, le faible capacité du système de surveillance à détecter, notifier et répondre aux épidémies et autres urgences pose des risques importants. Au même temps, la promiscuité dans les sites des déplacés augmente le risque de transmission des infections, et le risque de Choléra, COVID 19, rougeole et autres maladies. En termes de prise en charge, on note une absence des médicaments et matériels médicaux pour la PEC adéquate des personnes déplacées. Une partie des malades recourent aux médicaments traditionnels.

Des différentes localités ont des défis de santé spécifiques : Au CSR de Karambi la prise en charge médicale est payante. A Ntamugenga, les maladies suivantes sont fréquentes : Paludisme, diarrhée, infection respiratoire aigüe, typhoïde. Dans les FOSA de Busanza (Karambi et PS Kitagoma) on note l'absence d'une prise en charge médicale gratuite des personnes vulnérables (déplacés internes). Il y a également une insuffisance des médicaments au poste de santé de Kitagoma et Kako. On note le lupture des Kits PEP dans le poste de santé de Kitagoma. Une proportion élevée des symptômes de détresse psychologique est également observée dans toute la zone.

Tous les vaccins de routine sont disponibles sauf le BCG. l'identification et vaccination des enfants de moins de 5 ans contre la poliomyélite dans la zone, dont les enfants PDIs, ont été bénéfiques.

Pendant l'évaluation, il a été constaté aussi que plusieurs ménages n'utilisent pas la planification familiale. Aussi, certains responsables des familles ont été séparés de leurs familles et pris fuite en Ouganda. Les femmes ont difficultés de prendre seules les charges familiales.

### Recommandations opérationnelles :

- Renforcer les capacités des prestataires sur la surveillance, PCI et santé mentale ;
- Organiser la PEC psychosociale pour les déplacés, familles d'accueil et autres vulnérables ;
- Construire des latrines et douches dans les centres collectifs de Buhuri et Ntamugenga ;
- Appui à l'identification, documentation et gestion des problèmes de santé mentale et soutien psychosocial dans les situations d'urgence ;
- Dotations des dispositifs de lavage des mains dans les centres collectifs des déplacés ;
- Offrir les soins de qualité aux populations déplacées et vulnérables, assurer la gratuité des soins des populations déplacées.

## VI. Nutrition

Les défis prioritaires identifiés auxquels le secteur de la nutrition fait face dans la zone sont :

- Malnutrition (MAM 107 cas et MAS 38 cas depuis le début de la crise) dans l'aire de santé de Ntamugenga.
- Faible couverture des Aires de santé évaluées par un programme nutritionnel dans la zone de santé de Rwanguba.
- Nombre très réduit des partenaires en appui aux programmes nutritionnel de la place ;
- Les agents de Relais Communautaire formé en nutrition sont en déplacement ;
- Rupture récurrente des intrants nutritionnels (biscuits) au CSR Saint Raphael de Ntamugenga ;
- Absence des activités de sensibilisation et de promotion de bonne pratique nutritionnelle dans les aires de santé évaluée.

## Causes de la malnutrition dans la zone évaluée

Selon les entretiens avec les informateurs clé rencontrés à Ntamugenga, Buhuri, Kako, Kitagoma et Karambi, la cause immédiate de la malnutrition reste l'insécurité récurrente qui a comme conséquence le nonaccès aux champs dans les zones de provenance. Les mouvements répétitifs des populations et l'abandon des cultures dans les champs et/ou dans les habitations, la perte des récoltes, les vols des biens et les pillages des bétails par les acteurs armés seraient aussi à la base de la malnutrition dans ces zones.

On note également la hausse des prix des produits vivriers aux marchés. A la Suite de cette hausse, les PDI ont accès difficile aux vivres des marchés. Le nonaccès à la nourriture affecte la santé des PDI, surtout les la santé enfants.

### Recommandations :

Organiser une assistance en sécurité alimentaire afin de réduire le risque de la malnutrition :

- Positionnement des partenaires d'appui aux programmes nutritionnel dans les aires de santé évaluées notamment Ntamugenga, Karambi, Kako.
- Former les Relais Communautaires en nutrition, plus particulièrement dans le dépistage des cas de MAM et MAS et le référencement des cas malnutris.
- Organiser et lancer les activités de sensibilisation et de promotion de bonne pratique nutritionnelle dans les centres collectifs des déplacés et dans la communauté d'accueil.
- Promouvoir l'approche de l'ANJE-U (Alimentation des Nourrissons et Jeunes Enfants en situation d'Urgence) auprès des personnes déplacées et de la communauté hôte.

## VII. Abris/AMEs

Dans les localités de Ntamugenga et Buhuri, les besoins en Abris et AMEs restent non couverts. Environs 5.000 ménages passent la nuit à la belle étoile, exposés aux intempéries et aux diverses maladies. Certaines PDI passent nuit dans les toilettes et sous les arbres, surtout celles hébergés dans 13 centres collectifs identifiés. Plusieurs biens ont été oubliés pendant la fuite dans les villages d'origine et pillés par les hommes armés. Ce pillage se continue. 7.594 ménages qui sont à Ntamugenga, Buhuri, Kako, vivent dans des conditions difficiles sans ustensiles de cuisine dans les milieux de déplacement. Ces ménages expriment les besoins en abris et AMEs. Aucun acteur abris ou AMEs est en activite dans la zone.

### Recommandations

- Construire des hangars pour libérer les salles de classe de l'institut Ntamugenga et le centre de santé Ntamugenga.
- Mobiliser les acteurs pour l'assistance en AMEs et NFI en faveur de 8.843 ménages des PDI à Kako, Ntamugenga, Buhuri, Karambi et Kitagoma.

## VIII. Education

Depuis le mois de mai, des vifs affrontements entre les militaires FARDC et les M23 ont paralysé les activités scolaires dans les groupements Jomba, Bweza, Kisigari et Busanza. A la rentrée prochaine, le 5 septembre, les écoles dans les zones de déplacement auront le faible capacité d'accueil des enfants PDI.

Certaines écoles dans les zones de déplacement sont occupées par les déplacés. Il s'agit de l'E.P Nzirimwe et l'Institut Ntamugenga. Certains matériels scolaires, notamment les pupitres, ont été détruits par les PDI dans ces structures scolaires. Selon certaines sources, des matériaux pour certaines écoles ont été utilisés comme bois de chauffe par un acteur armé (M23). Selon les mêmes sources, certaines tôles ont été enlevés et emportés par le même acteur armé. Lorsqu'il y aura retour des déplacés dans leurs zones, certaines écoles seront trouvées démolies. Il s'agit de l'EP Rusayo dans la localité Bugina, EP Rwampenga dans la localité Ntamugenga et EP Mugwata dans la localité Bugina.

### Recommandations

- Discuter les mesures pour désengorger les écoles au sein du coordination protection et cluster Abris ;
- Trouver les ressources pour un appui aux écoles touchés à la fin de préparer le début de l'année scolaire.

## IX.a Réponse d'urgence et Gaps sectoriels dans les ZS évaluées (Rutshuru, Jomba et Rwankuba)

Les gaps restent multisectoriels dans la zone évaluée. Selon les priorités des besoins dans ces zones, aucun acteur ne s'était encore positionné pour y répondre. Les priorités sont l'assistance en Vivres, Abris/AMEs, Santé et Wash.

### IX.b Analyse « ne pas nuire »

Les ménages PDI surexploitent les ressources des résidents surtout celles qui sont dans les familles d'accueil. Dans les zones évaluées, c'est la période culturelle de certains produits comme haricots. Les stocks des familles d'accueil se vident rapidement à la suite de la prise en charge d'un ou des plusieurs autres familles PDI. Assister seulement les PDI peut affecter la cohabitation entre les résidents et les PDI surtout ceux qui sont hébergés dans les familles d'accueil. Un acteur armé est aux environs des zones évaluées. Les focus groups des PDI ont suggérés que le site de distribution soit installé à l'EP Buhuri pour réduire les risques liés à la présence et aux activités d'un acteur armé dans la zone. Cette mesure doit être accompagnée par le support aux PDI vulnérables pour accéder à cette école.

Les PDI de Musezero peuvent recevoir leur éventuelle assistance à Karambi. Ceci pour mitiger les risques liés à la présence d'un acteur armé dans aux environs des zones de Ntamugenga, Buhuri, Karambi. Dans toutes les zones évaluées (Bweza, Kisigari, et Busanza), l'inclusion des PDI dans leur enregistrement est important pour bien identifier leurs besoins par les autorités et acteurs humanitaires afin d'atténuer plusieurs plaintes.

## ANNEXE : Photos



Bonne fontaine en place avec un débit de 5 litres / 90 secondes à Ntamugenga



Latrines et douche pour les familles d'accueil